

AKTUELL

PROSTITUTION

Vers une interdiction de fait ?

David Angel

La loi sur la prostitution et la lutte contre la traite humaine a été votée avec les seules voix de la majorité gouvernementale.

Finalement, elle n'a été votée qu'avec les voix de la majorité : la loi sur la prostitution qui, à vrai dire et dans les mots de la rapportrice du projet de loi Josée Lorsché (Déi Gréng), est plus une loi sur la lutte contre l'exploitation sexuelle que sur la prostitution.

Une loi qui, d'après le ministre responsable, Félix Braz (Déi Gréng), établit une « voie luxembourgeoise », ne s'aventurant ni sur la « voie suédoise », abolitionniste et pénalisant les clients, ni sur la « voie allemande », libéralisant et régularisant la prostitution. Une loi aussi qui, selon d'autres - dont le woxx (voir woxx 1378 et 1407) -, constitue plutôt un compromis boiteux, par peur de prendre une décision qui pourrait déplaire aux uns ou aux autres.

La loi votée mardi comprend cinq « piliers » : un durcissement du cadre légal ; un renforcement du travail de terrain des services de « streetworking » et l'encadrement social et médical des concerné-e-s ; une stratégie « exit » pour les concerné-e-s voulant sortir de la prostitution ; plus de sensibilisation et d'informations en termes de traite humaine et d'exploitation sexuelle ; la promotion de l'éducation sexuelle et affective.

Le durcissement du cadre légal prévoit, entre autres, des peines de prison et des amendes pour les clients ayant sciemment recours aux services de prostitué-e-s particulièrement vulnérables ou victimes de traite humaine. Des peines pouvant être suspendues si la personne concernée collabore avec les autorités.

Les moyens dont dispose la police judiciaire sont largement renforcés : ainsi, elle pourra désormais s'introduire dans des résidences et dans des hôtels, bars ou autres lieux accessibles au public s'il y a plusieurs indices concordants que des actes de prostitution y ont lieu régulièrement. Et ce munie de la seule autorisation d'un procureur d'État et non, comme c'est habituel, d'un juge d'instruction.

Cette disposition est d'ailleurs la raison pour laquelle le CSV s'est exprimé contre le projet de loi, son

orateur Gilles Roth argumentant que celui-ci est contraire au principe constitutionnel d'inviolabilité du domicile. Pour le reste, le principal parti d'opposition s'est dit d'accord avec les grandes lignes de la réforme.

Dans son intervention remarquable, car très nuancée et centrée sur les besoins des concerné-e-s, Taina Bofferding (LSAP) a notamment retracé les différentes positions féministes à l'égard de la prostitution. Pour finalement opter pour une approche pragmatique telle que défendue par le texte de loi en question.

Si les positions concernant la prostitution divergent au sein même de Déi Lénk, David Wagner s'est tout de même positionné en faveur d'un modèle plus régulateur qu'abolitionniste, qui permettrait aux prostitué-e-s de jouir de certains droits sociaux et de pouvoir se syndiquer. Par ailleurs, il s'est prononcé pour une régularisation des prostitué-e-s en situation d'irrégularité administrative.

L'ADR du côté des clients

De son côté, l'ADR s'est dit farouchement opposé au texte de loi qui, aux yeux de Roy Reding, constituerait de fait « une interdiction pure et simple de la prostitution ». Reding a fait sienne la perspective des clients de prostitué-e-s : « Le client serait totalement livré au parquet », a-t-il notamment martelé.

« Selon nos informations, 80 pour cent de la prostitution au Luxembourg se fait dans des réseaux de traite humaine », a, dans son rapport, expliqué Josée Lorsché.

Si tel est le cas, l'affirmation de Reding selon laquelle la loi votée serait une interdiction de fait, même si elle est basée sur de fausses prémisses - la défense des intérêts des clients plutôt que de ceux des concerné-e-s -, n'est peut-être pas totalement fausse : entre les 80 pour cent de personnes victimes de traite humaine et celles se prostituant à partir d'une situation de vulnérabilité, c'est la quasi-totalité de la prostitution qui est concernée. Et il aurait été plus honnête d'opter ouvertement pour le modèle suédois plutôt que de laisser les tribunaux imposer cette interdiction en fin de compte.

SHORT NEWS

Luxleaks : PWC gagne encore une fois

(lc) - Surprise ce mardi dernier au tribunal de grande instance (TGI) de Metz : le juge a débouté Édouard Perrin et l'a condamné à une amende de 3.000 euros suite à la plainte de ce dernier contre PWC. En effet, Perrin contestait la légalité de la perquisition chez Raphaël Halet, qui n'avait pas uniquement servi à démontrer que le lanceur d'alerte avait bien subtilisé des documents dans la firme d'audit, mais aussi qu'il était la source du journaliste. Or, cela est contraire à la protection des sources - comme l'ont confirmé le procureur (qui, chose rare, est intervenu dans un procès en référé) et la juge qui a signé l'ordonnance de perquisition. Cette dernière a admis que vu les circonstances actuelles, elle n'autoriserait plus la saisie de la correspondance Halet-Perrin. Et pourtant, le juge du TGI a estimé que la procédure était tout à fait légale et incontestable. Le journaliste a d'ores et déjà fait savoir qu'il ferait appel. Quelques jours après que le magazine « Challenges » a été forcé de retirer un article mentionnant les problèmes financiers du groupe Conforama, c'est un coup dur de plus pour la liberté de la presse et la protection des sources.

Sonderausschuss zur Glyphosatzulassung

(ja) - Am Dienstag, dem 6. Februar, stimmte das EU-Parlament für die Einrichtung eines Sonderausschusses, der sich mit der Zulassungsprozedur des umstrittenen Herbizids Glyphosat befassen soll. Teile des Gutachtens der europäischen Lebensmittelbehörde Efsa über die Gefährlichkeit des Unkrautvernichtungsmittels sollen - auf dem Umweg über das deutsche Bundesinstitut für Risikobewertung - vom Hersteller Monsanto übernommen worden sein. Nicht zuletzt diese Unregelmäßigkeiten hatten eine breite Protestbewegung gegen die Zulassung von Glyphosat mobilisiert. Neun Monate hat nun ein Sonderausschuss, bestehend aus 30 EU-Parlamentarier*innen, Zeit, die Zulassungsprozedur zu untersuchen. Dabei soll aber nicht nur eventuelles Fehlverhalten der Efsa aufgeklärt, sondern auch das Gebaren der Kommission geprüft werden. Auch die Frage, ob in Zukunft statt der europäischen Behörden unabhängige Forschungsinstitute für Gutachten herangezogen werden sollten, wird den Ausschuss beschäftigen. Wieviel die Öffentlichkeit davon mitbekommen wird, ist allerdings fraglich. Der Ausschuss hat nämlich die Möglichkeit, geheime Sitzungen abzuhalten. Der luxemburgische grüne EU-Abgeordnete Claude Turmes begrüßt die Einrichtung des Ausschusses: „Wir werden die Vorgänge umfassend aufarbeiten.“

Öffentliches Geld für das allgemeine Wohl

(lm) - Um öffentliche Ausschreibungen ging es am gestrigen Donnerstag, dem 8. Februar, in der Chamber (Abstimmung erst nach Redaktionsschluss). Das neue Gesetz soll es ermöglichen, aus den Ausschreibungen ein „Instrument der politischen Strategie“ zu machen, so die offizielle Zusammenfassung. Mussten staatliche und kommunale Verwaltungen bisher im Prinzip automatisch dem günstigsten Angebot den Zuschlag erteilen, so soll nun auch die Qualität der Angebote berücksichtigt werden. Das Gesetz schafft unter anderem Rechtssicherheit für Verwaltungen, die soziale und ökologische Kriterien in die Ausschreibungen aufnehmen. Es sei positiv, dass bei Ausschreibungen Gütesiegel wie Fairtrade oder Biolabel verlangt werden können, erklärte die NGO Fairtrade Lëtzebuerg der woxx im Vorfeld einer Aktion vor dem Chambergebäude. „Allerdings ist dies nur eine Möglichkeit und stellt keine Verpflichtung dar“, präzisiert Jean-Louis Zeien. Der Präsident von Fairtrade fordert von den Verwaltungen, „Kohärenz“ zu zeigen und eine „voluntaristische Einkaufspolitik“ anzuwenden. Andernfalls zerstöre man die positiven Auswirkungen der Kooperationspolitik mit den Ländern des Südens. „Mit den Konfliktmineralien stecken auch Menschenrechtsverletzungen in unseren Handys und Laptops“, führt Zeien als Beispiel an. Immerhin: Das Gesetz ermöglicht es Fairtrade und anderen NGOs, jetzt Druck auf die Verwaltungen auszuüben, die sich bisher hinter einem „Solche Kriterien sind nicht legal“ verstecken konnten.